



POLICE MUNICIPALE

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**A R R E T E**

**PORTANT  
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

*EH/CB  
APM 10/0185*

*Le Député-Maire de la Ville de ROYAN,*

*Vu l'article L. 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'article L. 113-2 du Code de la Voirie Routière,  
Vu la décision de Monsieur le Maire n° 09/088 en date du 15 avril 2009,  
Vu la demande en date du 11 mars 2010  
Présentée par la Ville de Royan  
Demeurant 80 avenue de Pontaillac - 17200 ROYAN  
à l'effet d'obtenir l'autorisation d'occupation temporaire  
du domaine public communal,*

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : *Le demandeur est autorisé à occuper temporairement le domaine public à charge par lui de se conformer aux conditions suivantes. Elles ne dispensent pas de faire application des Règlements Municipaux et de Police en vigueur.*

- Situation : Avenue des Congrès (Palais des Congrès) (suivant plan joint) - travaux réalisé par l'entreprise FREYNISET France, 7 route Carbon Blanc - 33310 LORMONT*
- Surface : 12 m<sup>2</sup> (benne)*
- Durée : du 17 mars au 17 juin 2010*

**ARTICLE 2** : *Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux devront être disposés de manière à laisser la libre circulation (piétons et véhicules). Ils seront éclairés la nuit jusqu'à enlèvement complet. Le demandeur peut être tenu de les entourer d'une clôture ou d'un masque.*

**ARTICLE 3** : *Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur sera tenu d'enlever les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et immondices et de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer à la voie publique. Faute par lui de se satisfaire à cette prescription, ainsi qu'à toutes les autres conditions imposées par le présent arrêté, procès-verbal sera dressé et déféré au tribunal compétent.*

**ARTICLE 4** : *Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers et des Règlements Municipaux.*

**ARTICLE 5** : *Ampliation du présent arrêté est adressée au demandeur conformément au Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'au Trésorier Principal de la Ville.*

*Fait à ROYAN, le 11 mars 2010*

**Certifié exécutoire  
Compte tenu de l'accomplissement  
des formalités légales  
le 15 mars 2010**

**Pour le Député-Maire,  
L'Adjoint délégué,  
Didier BESSON**

